

LeTemps, 16 mai 2006

## Le calvaire du Falungong

En 1999, Pékin lançait une campagne de répression massive contre les adeptes du mouvement qui a entraîné la mort de centaines de personnes. Celui-ci survit toutefois, dans la clandestinité. Témoignage, effrayant, d'une victime du système.



Malgré une répression effroyable de l'Etat chinois, le Falungong survit clandestinement en Chine, et compte de nombreux adeptes à travers le monde.  
Photo: Keystone

Frédéric Koller, Pékin  
Mardi 16 mai 2006

C'était le 20 avril dernier. Invité de la Maison-Blanche, le président chinois, Hu Jintao, lit un discours lorsqu'une femme sortie des rangs des journalistes l'apostrophe en chinois: «Cessez d'opprimer le Falungong... Votre temps est compté. Vous paierez tout ce que vous avez fait!» Wang Wenji, la reporter de La Grande Epoque, un journal du Falungong, renchérit en anglais à l'attention du président des Etats-Unis: «Président Bush, empêchez-le de tuer!»

Au bout d'une longue minute, l'intruse est maîtrisée par le service d'ordre. George Bush s'excuse auprès de son hôte, qui vient de perdre la face. Le couac diplomatique sera passé sous silence par les médias chinois. Mais le Falungong, un mouvement d'inspiration bouddhiste interdit par Pékin, vient de refaire irruption de façon spectaculaire à quelques mètres de l'homme fort du pouvoir chinois. De quoi raviver les craintes d'un régime qui avait été totalement pris au dépourvu lorsque, en avril 1999, 10000 membres du mouvement avaient encerclé le siège du gouvernement pour réclamer le droit de se réunir publiquement.

Accusés de menacer l'ordre public et le pouvoir communiste, les adeptes du mouvement fondé en 1992 par Li Hongzhi - un ancien soldat converti en

gourou messianique affirmant posséder des pouvoirs surnaturels de guérison - ont depuis été la cible d'une vaste campagne d'arrestations et de rééducation par le travail, dont le pic s'est situé entre juillet 1999 et 2001. Selon les responsables du Falungong réfugiés aux Etats-Unis, le bilan de cette répression s'élèverait aujourd'hui à 44000 cas répertoriés de tortures, dont 2862 auraient entraîné la mort, et deux millions de personnes seraient toujours détenues.

Pékin reconnaît que certains prisonniers du Falungong - qualifié de «secte malfaisante» par le pouvoir - sont décédés en prison. Mais ils seraient morts des suites de grèves de la faim ou de refus de soins médicaux. D'après le dernier rapport annuel sur les droits de l'homme du Département d'Etat américain, le nombre de morts se situe entre plusieurs centaines et quelques milliers d'individus.

Tang Quan\*, Pékinois de 52 ans converti à la pratique des exercices de méditation du Falungong depuis 1997, s'en est sorti vivant. Employé d'une grande entreprise d'Etat durant vingt-huit ans, il a été licencié en 1999 pour refus de renier sa foi, avant de faire plusieurs séjours en centre de détention, dont huit jours dans un hôpital psychiatrique et deux années de camp de rééducation par le travail à Jiamusi, dans le nord-est du pays. Là, il a perdu une molaire, arrachée par un crochet en acier utilisé par ses geôliers pour le forcer à se nourrir. Ses chevilles portent encore des marques bleutées laissées par des fers de 19 kilos, un sort réservé aux grévistes de la faim.

Aujourd'hui, c'est sa femme, 45 ans, qui est en danger. Condamnée à deux ans et demi d'enfermement au simple titre qu'elle est adepte du Falungong, cette ancienne comptable d'une grande compagnie est incarcérée depuis juin 2005 dans un camp de rééducation du sud de Pékin. Depuis des mois, Tang Quan tente en vain de porter plainte contre son tortionnaire. Refusant de se nourrir, elle a été soumise à un traitement d'humiliation durant deux mois et demi: ses huit codétenues avaient pour ordre de la frapper avec une tapette à mouche dix heures par jour; l'accès aux latrines et aux douches était interdit; elle dormait deux heures par nuit et elle était nourrie de force par des tubes introduits par la bouche et le nez.

Lorsqu'il est autorisé à voir sa femme, à l'automne

2005, Tang Quan la reconnaît à peine: elle est couverte d'hématomes, avec une perte de sensibilité à une épaule, sourde d'une oreille, les yeux injectés de sang et a des blessures de 3 centimètres sur le visage. Ses demandes pour accéder à un hôpital ou à un tribunal ont été rejetées.

Alors qu'il raconte son histoire - document judiciaire à l'appui - dans un restaurant branché de la capitale, Tang Quan s'interrompt soudain. Il indique un homme en veston qui vient d'entrer avec deux filles: «C'est un policier, ils me suivent.» Son téléphone est sous écoute, ses voisins l'espionnent. «Les dénonciateurs du Falungong peuvent toucher une prime de 2000 à 5000 yuans (de 300 à 750 francs suisses).» Sur ses jambes, son fils de 2 ans s'impatiente: «Je veux maman.»

Tang Quan affirme que le Falungong lui a permis de recouvrer la santé alors qu'il souffrait de plusieurs maux. Atteint d'un cancer, son grand frère s'y est mis il y a deux ans. «A Pékin, nous sommes toujours autant à pratiquer dans la clandestinité, il y a beaucoup de nouveaux.» La répression continuerait d'être très dure: «Je connais une trentaine de personnes qui sont mortes en camp de rééducation, dont un policier et un médecin militaire. En mars, une cinquantaine de pratiquants ont été arrêtés dans mon quartier.»

En 1999, la direction du Falungong revendiquait 70 millions de membres en Chine, le pouvoir parlait de deux millions d'adeptes. Des chiffres invérifiables, la propagande gouvernementale répondant à celle d'un mouvement connu pour ses déclarations souvent fantaisistes.

Ainsi en va-t-il de ces allégations relayées par La Grande Epoque sur Internet depuis le début du mois de mars: la Chine aurait mis en place un système de 36 «camps de concentration» pour prisonniers du Falungong où seraient prélevés des organes sur des individus parfois encore en vie et qui alimenteraient un juteux commerce. Dans un de ces camps, incorporé au Centre de traitement des thromboses du Liaoning, dans le quartier de Sujiatun de la ville de Shenyang, le Falungong affirme sur la base de trois témoignages que 75% des 6000 détenus auraient été tués et leurs corps brûlés dans des fours crématoires après le prélèvement d'organes.

Ces accusations ont trouvé un certain écho, d'autant qu'elles coïncident avec des informations inquiétantes sur l'explosion du commerce d'organes prélevés sur des condamnés à mort, un fait partiellement reconnu mais minimisé par des officiels chinois. Le rapporteur de l'ONU sur la torture, Manfred Novak, a affirmé qu'il allait les examiner. Des officiels américains ont été autorisés à visiter l'Hôpital de Sujiatun, mais n'ont rien observé d'anormal. Les autorités de l'hôpital parlent de «mensonge absurde». Le Falungong estime toutefois que ces dernières ont pu déguiser les faits et transférer les survivants vers d'autres camps.

Jusqu'aux «révélations» de La Grande Epoque, Tang Quan n'avait jamais entendu parler de tels camps. Il s'est aussitôt fait une opinion: «C'est clair qu'ils existent. On sait ce qu'on fait avec les condamnés à mort en Chine.»

\*Pseudonyme.

[top](#)

## La fuite éperdue de maître Gao

L'avocat du Falungong est traqué par la police chinoise d'une province à l'autre.

Frédéric Koller

Gao Zhisheng est aujourd'hui le critique le plus célèbre du régime chinois. En décembre dernier, sa licence d'avocat a été suspendue pour une année. Depuis le mois de février, il est en fuite dans son propre pays, traqué par la police d'une province à l'autre, empêché d'habiter chez lui. Lors d'un dernier contact téléphonique avec Le Temps, il s'apprêtait à quitter la capitale en direction de Chengdu: «L'essentiel, dans l'immédiat, est de trouver un endroit où loger.»

L'automne dernier, Gao Zhisheng a enquêté durant deux semaines dans deux provinces du nord-est de la Chine sur la répression contre le Falungong. Dans une lettre ouverte au président Hu Jintao, il citait des cas précis de torture contre des membres de la secte et appelait le pouvoir à mettre un terme à ces cruautés et à respecter la liberté religieuse inscrite dans la Constitution. Ce dernier combat - après la

défense des paysans spoliés, des ouvriers maltraités ou des chrétiens - a précipité sa chute, le Falungong demeurant un des sujets les plus sensibles aux yeux du Parti communiste.

Début février, l'avocat avait été l'instigateur d'une grève de la faim tournante destinée à dénoncer les violences policières contre les défenseurs du droit. Une action appuyée par le Falungong et La Grande Epoque, dont les bulletins relayés par courriel circulent largement parmi les opposants chinois. Fin avril, selon Gao, l'action se poursuivait toujours dans 29 provinces. Ce mouvement de désobéissance civile a fait sa première victime, Du Ronglin, un Shanghaien qui serait mort deux jours après avoir été relâché par la police, le 19 mars, des suites des brutalités subies en détention, selon le China Rights Defenders, un réseau de défense des droits de l'homme basé en Chine.

Le 26 avril, la Chambre américaine des représentants a voté une résolution à l'unanimité appelant la Chine à rétablir au plus tôt Gao Zhisheng dans ses fonctions d'avocat, sa persécution devenant ainsi le symbole de l'incapacité du régime à évoluer vers un Etat de droit. Pékin vient de lui refuser le droit de se rendre aux Etats-Unis.

[top](#)

© Le Temps, 2006 . Droits de reproduction et de diffusion réservés